

Vers la déflation ?

depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'alternance plus ou moins régulière de phases de hausse et de baisse de l'ensemble des grandeurs économiques nominales, en premier lieu des prix de gros, qui a tant fasciné les historiens de l'économie, semblait avoir disparu en Europe et en Amérique du Nord.

Les politiques déflationnistes des années 1930, fondées sur l'idée que le rétablissement de l'économie nécessiterait une baisse absolue des dépenses publiques et des coûts salariaux dans le but de reconqu岸rer les marchés perdus, avaient été disqualifiées par l'ampleur et la persistance de la Grande Dépression, et plus encore par leurs conséquences sociales et politiques cataclysmiques. Apparaissant comme un sophisme, le raisonnement qui les sous-tendait était même apparu comme l'une des causes de la persistance de la crise : chaque pays, en se lançant dans ce type de politique non coopérative, avait contribué à l'effondrement de la demande globale.

Depuis les années 1970 et surtout 1980, le succès de la « désinflation compétitive » (par opposition à la dévaluation, pratique monétaire séculaire en France, et dans de nombreux pays), promue notamment par les ordo-libéraux, avait contribué à relégitimer au sein des élites européennes le vieux raisonnement classique.

FRÉDÉRIC LEBARON

Selon celui-ci, la stabilité des prix et la « modération salariale », accompagnés de « réformes structurelles » limitant l'ampleur des mécanismes redistributifs de l'État-providence, permettraient de réaliser les gains de compétitivité nécessaires sur le marché mondial et de résorber le chômage, redevenu endémique en Europe. En pratique, la politique monétaire s'était faite plus restrictive afin de juguler l'inflation des années 1970 et elle y réussit largement : au début des années 2000, la dynamique mondiale semblait garantir une « grande modération », les prix étant maintenus relativement bas par la croissance des pays émergents. Cela permettait à la politique monétaire de se faire de moins en moins restrictive et de faciliter la croissance, et, bien sûr, les bulles spéculatives qui finiraient par éclater quelques années plus tard.

La crise de 2008 a, dans un premier temps, semblé confirmer l'idée selon laquelle le système économique et financier issu de l'après-guerre, même confronté à un choc brutal après des années de ruptures idéologiques

néolibérales, serait en mesure d'éviter le plongeon dans les dynamiques déflationnistes. L'énorme impulsion monétaire de 2009, au contraire, fut dénoncée par les économistes monétaristes comme potentiellement inflationniste, et, de fait, beaucoup fut entrepris pour relancer les économies au bord du gouffre, dans la tradition de l'interventionnisme keynésien.

Cinq ans plus tard, pourtant, les conditions semblent réunies pour un retour sur une large échelle aux dynamiques déflationnistes. La principale condition relève des croyances collectives. Après trente ans de reconquêtes académiques et politiques, la doctrine classique a fini par avoir largement raison, au sein des élites dirigeantes, de ce qui restait du savoir économique « modernisé » de l'après-guerre, mélange de théorie et de pratiques diverses, largement issues de Keynes et de ses relectures. Ce savoir était surtout fondé sur la croyance plus large et diffuse dans les possibilités quasi infinies de l'action publique macroéconomique afin de contrer les dynamiques négatives en matière d'emploi. Désormais, le raisonnement dominant au sein des élites, qui fonctionne toujours sur le mode de l'évidence, revendique de façon explicite la nécessité d'un « choc déflationniste », présenté sous la forme euphémique du « choc de compétitivité » et de la « rapide réduction de la dette publique ».

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Pour les « austéritaires », qu'ils soient pragmatiques ou dogmatiques, « de gauche » ou « de droite », Européens ou Américains, le haut niveau d'endettement public des économies en crise appelle désormais une rupture de politique économique combinant trois éléments :

– Une réduction rapide du niveau d'intervention de l'État dans l'économie,

sous la forme d'une baisse des dépenses publiques, accompagnée de privatisations ;

– Des réformes structurelles permettant la réduction du coût du travail et le rétablissement de la compétitivité-prix ;

– Le rétablissement graduel d'une politique monétaire plus restrictive afin de juguler les « menaces inflationnistes » liées aux conséquences de la crise.

Pour l'instant, seuls les deux premiers éléments ont été largement mis en œuvre, en particulier dans les économies périphériques. Lorsqu'ils ont été appliqués avec brutalité, sous l'injonction de la Troïka, les conséquences en ont toutefois été rapides : l'ensemble des grandeurs nominales diminue, comme on le voit en Grèce.

Les acteurs politiques et économiques dirigeants ont, durant cette nouvelle phase de la crise, encore resserré leurs objectifs de politique économique autour de la nécessité d'une diminution de la protection sociale et des dépenses publiques, de la modération accrue des rémunérations, de la flexibilité de l'emploi accentuée, cela dans le but exclusif – et obsessionnel – de conquérir ou reconquérir des parts du marché mondial, et sans doute inconsciemment un peu du lustre de l'Empire perdu... Désormais, ils invoquent l'urgence pour accélérer la mise en œuvre de ce programme « trop longtemps différé »...

Pour la première fois depuis longtemps, les dirigeants font ainsi d'un ensemble cohérent de régressions sociales, avec bien sûr en premier lieu le financement des retraites, le seul véritable enjeu des années à venir, sans jamais en invoquer les bénéfices ultérieurs pour le bien-être collectif : il s'agit simplement de « relancer » l'économie par la conquête de parts de marché et la stabilisation des équi-

libres budgétaires, tout le reste (baisse du chômage, hausse future des rémunérations...) étant censé en résulter comme par magie. Cette croyance est d'autant plus puissante qu'elle n'est jamais vraiment explicitée : le bien-être des populations en est un objectif constamment repoussé.

Car le cœur de la crise est aujourd'hui cette illusion collective mortifère selon laquelle la destruction du « modèle social » s'accompagnera, dans un second temps, d'une régénérescence collective, par le retour du travail, de l'effort, de l'esprit de conquête, de l'innovation, etc. Cette utopie à forte composante morale, sinon religieuse, clame que la souffrance annoncée, celle qu'engendrera inévitablement une politique restrictive en période de récession, est seule garante du « redressement » et du « salut » à venir.

Les phases de déflation ont, au xx^e siècle, contribué à engendrer des monstres. La dynamique déflationniste contemporaine, pourtant encore à peine commencée à l'échelle du continent, a d'ores et déjà réussi à ébranler l'ordre politique et social, en fragilisant l'euro, l'Union européenne et en déstructurant les sociétés, en jetant chaque jour un peu plus les peuples les uns contre les autres. Ce n'est malheureusement qu'un début, car les croyances doctrinales peuvent avoir une force inouïe lorsqu'elles sont adossées à des intérêts économiques et financiers sans limite, reproduites chaque jour par leurs porte-parole médiatiques et validées par le « bon sens » ordinaire. ■